L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 31 JUILLET 1858.

Imprimés et publié par
G. F. WEISSE & Co.
BUREAU POUR L'ANNONCE:
G. F. WEISSE, S. DUFOUR, S. DUVERGE, S. HARBY.
Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.
NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 31 JUILLET 1858.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par C. E. Fortetil.—Un lot de terre avec une maison basse, rue de l'Union, troisième district.—Dix lots de terre dans Pigeon bound par les rues Chamberlain, Harigny, Pauger et Galvez.—Deux lots de terre avec une maison rue des Grands Hommes.—Deux lots avec une grande maison, rue Craig.—Un lot rue d'Amour et sept autres lots, mêmes numéros.—De plus, des meubles de salon, un cheval et un harnais.

Par A. Fernandez.—Un terrain de la rue Joseph Marin, avec batisses, rue Mandeville.

Par Tourne & Thomas.—Bijouterie et meubles.

Par Vincent & Co.—Marchandises fraîches.

☞Voir les détails dans les annonces.

Indiens et Américains.

Nous disions l'autre jour que les Indiens avaient formé une ligue contre les Etats-Unis et que la guerre qu'ils avaient entreprise contre les Américains menaçait d'être longue et sanglante. Les nouvelles que nous recevons de temps en temps du théâtre des hostilités confirment malheureusement ces prévisions. L'Orégon et le territoire de Washington seront bientôt pour nous ce que l'Inde insurgée est pour les Anglais.

Les tribus qui habitent nos possessions du Pacifique se montrent implacables envers les blancs et semblent leur avoir juré une guerre d'extermination. Elles succombèrent certainement dans cette lutte inégale, mais non sans nous avoir fait payer cher nos victoires. Rien n'est plus difficile que de mettre en auxiliaires, telles que les pratiquent les sauvages: vivant au milieu des forêts, éprouvant fort peu des besoins qui résultent de notre état de civilisation, n'ayant ni bagage ni artillerie, il leur est facile de harceler sans cesse leur ennemi, de l'attaquer à l'improviste, de lui dresser des embûches, d'intercepter les convois, de massacrer isolément les voyageurs, les émigrants et les colons, de surprendre de faibles détachements, d'attirer les troupes hors de leurs campements, de leur imposer des fatigues excessives, enfin de les réduire presque à l'impuissance.

On sait combien a été longue la guerre de la Floride: tous les efforts d'un grand et riche pays comme le nôtre, n'ont pu parvenir à triompher d'une poignée de Séminoles, et il n'y a qu'un peu plus de deux mois que leur chef a consenti à se rendre. L'argent et les hommes ont eu sur lui plus de pouvoir que la poudre et les balles. Il aurait pu lutter longtemps encore contre nos troupes: tenté par les séduisantes propositions du gouvernement, il a préféré quitter ses forêts natales et aller jouir dans l'Ouest des bienfaits que lui assurent la munificence des Etats Unis.

La petite division que commandait le colonel Steptoe dans l'Orégon a été, on le sait, taillée en pièces par les Indiens. Nos malheureux soldats ont été impitoyablement massacrés, et ceux qui leur survivent et qui sont disséminés dans le territoire, partagent le même sort si le gouvernement ne se hâte de leur envoyer des renforts.

Il est difficile de comprendre que le congrès, en présence d'aussi lamentables catastrophes, s'obstine à ne point augmenter l'effectif de l'armée. Le trésor ne sait trop souvent que faire de ses millions: pourquoi n'affecte-t-on pas cet excédant de richesse à la protection des citoyens? L'administration est endettée en ce moment, nous le savons, mais elle ne le sera pas toujours, et il nous semble d'ailleurs que c'est une bien triste économie que celle que l'on paie de son sang. Il y aurait un moyen d'abréger la guerre de l'Orégon, ce serait même de la terminer promptement, ce serait, maintenant que le territoire d'Utah est pacifié, de diriger sur le Pacifique la moitié ou les deux tiers des troupes qui bivouaquent à l'entrée de Salt Lake City. Le président se croirait-il autorisé à les employer sur ce nouveau théâtre? Nous l'ignorons, mais nous croyons que la gravité des circonstances devrait le décider à assumer la responsabilité de l'opération dont il s'agit.

Un de nos confrères engage avec raison le secrétaire de la guerre à joindre aux troupes régulières qui se trouvent à cette heure dans l'Oregon ce qui y reste maintenant d'irlandais, des corps d'éclaireurs organisés comme le sont les *Rangers* du Texas. L'expérience a prouvé que les sauvages craignent beaucoup plus ces tirailleurs que les régiments de la ligne. Les Rangers en effet font la guerre à la façon des Indiens, et ob sait de quelle utilité ils ont été au Texas. Beaucoup de rangers, dans nos possessions du Pacifique, renonceraient volontiers à la chasse du renard et du castor pour celle des Indiens. Les ruses de ces derniers leur sont familières et ils connaissent en outre les moindres recoins du pays. Ils guideraient sûrement l'armée et prépareraient ses succès.

Ce n'est pas de l'artillerie qu'il faut contre les Indiens, puisqu'ils évitent avec soin toute bataille rangée; on ne peut employer contre eux que la carabine et le revolver, et les *Rangers* sont tous d'excellents tireurs. Depuis que les Hindous reculent devant les armées britanniques et se fuient la plaine pour combattre dans les montagnes, dans les bois et derrière des barricades, les généraux anglais sont aux abois et ne savent plus comment abattre un ennemi qui est insaisissable. Les Anglais seront obligés de suivre notre exemple et de lancer à la suite de leur ennemi des carabiniers à cheval qui, ne tirant ni artillerie ni lourd bagage, pourront donner la chasse aux rebelles partout où ceux ci pénétreront.

La guerre de l'Orégon inondera de sang le sol de ce territoire, si le gouvernement ne se décide à agir tout de suite avec une grande vigueur. Les indiens ne peuvent mettre sous un nombre de six mille et ont en abondance des armes et des munitions: ils sont de beaucoup supérieurs en force, en courage et en énergie aux tribus que les Etats Unis ont déjà soumises. On voit donc combien il est important que le gouvernement prenne vite une résolution énergique et revoie quelques éprouvées aux troupes dans l'Orégon. Nous avons affaire à un ennemi qui, ignorant nos ressources, s'applaudit de ses premiers succès comme d'un triomphe définitif. Il ne faut pas lui laisser longtemps cette illusion qui retrempe leur courage et leur inspire une dangereuse audace. Le général Johnston, malgré sa constance inouïe et son énergie, a été contraint de se montrer économe du sang des soldats et des citoyens, et elle ne prévaudra de nouveaux désastres qu'en frappant au début de la guerre un coup décisif.

Bulletin Européen.

Le steamer *America* est arrivé à New-York le 28 de ce mois avec des avis de Liverpool jusqu'au 10 courant et de Paris jusqu'au 8. Nos journaux européens ne nous étant pas parvenus, nous sommes obligés de puiser dans les feuilles de New-York.

La chambre des communes d'Angleterre a terminé la discussion du bill de l'Inde par l'adoption des dernières clauses additionnelles. Aux dispositions proposées par le gouvernement, l'amendement qu'avait mis sous son nom M. Disraëli ne savait pas l'institution, et qui tendait au gouvernement toute opération militaire au delà des frontières actuelles de l'Inde, sans le consentement préalable du parlement. Bien qu'elle fût combattue par lord Palmerston, cette proposition, accueillie par le président du bureau de contrôle, a été votée par 153 voix contre 46. Ce vote est dénoncé par le *Morning Post* comme un empiétement sur les prérogatives de la couronne—c'est aussi ce que lord Palmerston a soutenu—et comme une conquête nouvelle du parti radical en faveur du gouvernement.

A la chambre haute, lord Brougham est revenu sur l'affaire de la *Regina Coeli*, pour déclarer que, d'après des renseignements positifs qu'il avait pris depuis la discussion, il devrait présenter dans l'opinion que ce bâtiment n'était autre chose qu'un négrier. Il n'y a pas eu de discussion nouvelle. Lord Derby, en l'absence du comte de Malmesbury, a dit seulement que l'opinion du secrétaire des affaires étrangères était toute différente.

Dans une entrevue ultérieure, avec un ecclésiastique qui est venu lui demander une conférence sur le même sujet, le chef du cabinet anglais a exprimé l'espoir de voir le gouvernement français remonter à son source d'immenses abus qui se coulent. "Toute émigration pure dans ses principes, a-t-il dit, est légale." Nous ne voyons pas quelle objection cette découverte peut inspirer au noble lord, à part celle d'avoir à retirer ses fameuses trop légèrement formulées. Les fonctionnaires trop légèrement formulées. Les fonctionnaires trop légèrement formulées. Les fonctionnaires trop légèrement formulées.

La *Patrie* et le *Moniteur* du 28 contiennent d'assez nombreux détails sur le voyage de l'empereur et de l'impératrice dans l'Est. Nous avons déjà parlé de leur arrivée à Chalons, de leur entrevue avec les souverains d'Angleterre et de France à Boulogne, de leur visite à Victoria avant leur départ pour Cherbourg. Nous trouvons dans cette ville les 4 août, où ils trouvent l'empereur et l'impératrice des Français. Il n'est pas question de la visite à Brest. Il n'est pas douteux toutefois que l'empereur ne se soit rendu à Brest, et il faut certain que les journaux officieux auraient publié la relation de cette importante visite. L'inauguration de la statue de Napoléon Ier, à Ajaccio, aura lieu le 15 août, conformément à la date fixée par le décret impérial. Le prince Napoléon a été nommé président de la commission chargée de l'érection de la statue, et le prince Jérôme, vice-président. Le prince Napoléon a été nommé président de la commission chargée de l'érection de la statue, et le prince Jérôme, vice-président.

Le *Moniteur* publie aussi un décret qui autorise la ville de Paris à emprunter 50 millions, remboursables en 30 ans, et à affecter à cet emprunt les produits de l'octroi. Le même journal annonce que le prince Napoléon a été nommé président de la commission chargée de l'érection de la statue de Napoléon Ier, à Ajaccio, et le prince Jérôme, vice-président.

Le *Moniteur* publie aussi un décret qui autorise la ville de Paris à emprunter 50 millions, remboursables en 30 ans, et à affecter à cet emprunt les produits de l'octroi